

# Actualités économiques

## Nigéria - Ghana

Semaine 26, du 22 au 28 juin 2020

- Nigéria : le FMI révisé à la baisse ses prévisions de croissance pour 2020 à -5,4% ; la Banque mondiale accorde 750 M USD pour le renforcement du secteur de l'électricité ; la SFI accorde un prêt de 100 MUSD à Zenith Bank en réponse aux difficultés causées par l'épidémie de COVID-19 ; le Nigéria envisage la mise en concessions de certains aéroports et autoroutes ; l'Etat de Cross River a signé un accord de PPP de 15 MUSD pour le projet Cocoa City avec l'entreprise israélienne Bean & Co ;

- Ghana : la Banque du Ghana s'inquiète de la hausse du déficit budgétaire ; alors que l'inflation atteint 11,3 % en g.a. au mois de mai, la Banque du Ghana table sur une baisse progressive d'ici la fin de l'année 2020.

Le chiffre de la semaine

# 33,6%

C'est le taux de chômage que connaîtrait le Nigéria d'ici la fin de l'année 2020, d'après les projections du gouvernement. Cela représenterait 39,4 millions de personnes sans emploi.

Source: Nigeria Economic Sustainability Plan

## Nigéria

**Le FMI révisé à la baisse ses prévisions de croissance pour 2020 à -5,4%.**

[Dans son rapport sur les perspectives économiques mondiales de juin 2020, le FMI se fait plus pessimiste et revoit à la baisse ses prévisions macroéconomiques pour l'année.](#) La récession de l'économie mondiale, estimée en avril dernier à -3% sur l'année, devrait désormais atteindre -4,9%. L'Afrique subsaharienne devrait également connaître une chute de son PIB plus importante que prévue, de -3,2% contre -1,6% précédemment anticipé. Pour rappel, le sous-continent avait connu une croissance de 2,8% en 2009 lors de la dernière récession de l'économie mondiale. Fortement affectée par la chute des cours pétroliers, l'économie nigériane (27,6% du PIB d'Afrique subsaharienne) devrait connaître une récession de -5,4% selon le FMI, 200 points de base de moins que la prévision d'avril dernier. Plus d'optimisme est accordé pour l'année suivante, avec un rebond relevé de 20 pnb à +2,6%. La baisse accrue des recettes publiques devrait accroître le déficit budgétaire, aujourd'hui estimé à -7,3% du PIB sur l'année contre -6,4% précédemment. En conséquence, la dette publique atteindrait 36,5% du PIB d'ici la fin de l'année selon le FMI.

**La Banque mondiale accorde un prêt de 750 M USD pour le renforcement du secteur de l'électricité.**

[Le Conseil d'administration de la Banque mondiale a approuvé l'octroi d'un prêt de 750 M USD de l'Association internationale de développement, dans le cadre de la Power Sector Recovery Operation \(PSRO\) qui vise au redressement du secteur de l'électricité.](#) Le prêt d'une maturité de 30 ans bénéficie d'une période de grâce de 5 ans. Le PSRO vient soutenir la mise en œuvre par le gouvernement du *Power Sector Recovery Program* (PSRP) dans trois domaines : (i) la fiabilité de l'approvisionnement en électricité ; (ii) la viabilité financière et fiscale du secteur ; et (iii) la responsabilité des parties prenantes. L'objectif d'un niveau minimum de 4 500 MWh/heure devra notamment être fourni au réseau de distribution à partir de 2022, afin d'assurer la stabilité du réseau, la réduction des pannes et une prestation de service plus fiable favorable au paiement des factures par les clients. Pour rappel, alors que le paiement par l'État fédéral des déficits du secteur ont atteint 1,72 Md USD en 2019, soit 11% de ses revenus et 0,4% du PIB, environ 47 % de la population n'a pas accès au réseau électrique.

**La SFI accorde un prêt de 100 MUSD à Zenith Bank en réponse aux difficultés causées par l'épidémie de COVID-19.**

[La Société financière internationale, du groupe Banque mondiale, a accordé à Zenith Bank son premier prêt sur le continent dans le cadre de son programme mondial en réponse à la crise liée au COVID-19.](#) Ce financement de 100 MUSD doit aider la 2ème banque du pays, et la 6ème du continent, à accroître son soutien aux entreprises dont les flux

de trésorerie ont été perturbés ces derniers mois, dans leurs activités de commerce de produits essentiels, notamment celles dans les secteurs médical et pharmaceutique. Les engagements bruts cumulés de la SFI en Afrique subsaharienne (y compris les participations aux prêts et garanties) atteignent près de 40 Mds USD au 30 juin 2019, dont 12,1 Mds USD au Nigéria dans 132 entreprises.

### **Le Nigéria envisage la mise en concessions de certains aéroports et autoroutes.**

[Le Ministre des Travaux publics et du Logement, Babatunde Fashola, a rendu publique la Highway Project and Management Initiative, un projet de concession de 10 autoroutes sur un total de 2275 km, qui pourrait permettre, selon le Ministre de dégager 163 Mds NGN \(422 M USD\).](#) Cette initiative concéderait aux investisseurs privés l'entretien des routes, la gestion des péages, des aires de repos et de l'éclairage. Toujours selon le Ministre, cela permettrait la création de 23 000 emplois pour le secteur. Une seconde phase du projet prévoit l'identification de 10 autres portions autoroutières. Dans le même temps, l'*Infrastructure Concession Regulatory Commission* a délivré au gouvernement un certificat de conformité de l'analyse de rentabilité pour la mise en concession des principaux aéroports internationaux nigériens : Lagos, Abuja, Port Harcourt et Kano. Les investissements dans la concession permettraient une modernisation des installations et une augmentation des capacités : l'objectif est de passer de 15 millions de passagers annuels à 70 millions d'ici quelques années. Compte tenu du fort impact de la crise actuelle sur les finances publiques, le gouvernement nigérien privilégie le recours aux acteurs privés pour la gestion de ses infrastructures de transport transformé

### **L'Etat de Cross River a signé un accord de PPP de 15 MUSD pour le projet Cocoa City avec l'entreprise israélienne Bean & Co.**

[Le Gouvernement de Cross River a signé un accord de partenariat public-privé de 15M USD avec la société israélienne Bean & Co pour le projet Cocoa City, en vue du développement de la filière cacao.](#) Le projet se déclinera par la création d'un centre agro-industriel avec une usine de transformation, une pépinière de jeunes plants et un centre de formation, ainsi qu'un programme de soutien aux agriculteurs Farmers Outgrowers Scheme, qui couvrira de 5 000 à 10 000 hectares de terres. Le projet sera financé à 35% par l'Etat de Cross River et 65% par Bean & Co, entreprise israélienne de production de cacao cultivant et exploitant 40 mille hectares de cacao à travers le monde. L'accord contient également une proposition de financement qui prévoit des facilités de crédit pour aider les agriculteurs à augmenter leur production. Les agriculteurs recevront ainsi un prêt d'environ 2,4 MNGN (6 200 USD) sur quatre ans pour couvrir les semis, les pesticides, les engrais et la formation. Pour rappel, le Nigéria est le quatrième producteur africain de cacao, qui se trouve être la première culture d'exportation du Nigéria. En 2018, le Nigéria a produit 330 000 tonnes de fèves de Cacao (entre 6 et 7 % de la production mondiale) et a exporté pour une valeur totale de 317,5 MUSD de fèves et cacao transformé.

## **Ghana**

### **La Banque du Ghana s'inquiète de la hausse du déficit budgétaire.**

[Dans son rapport de mai sur la politique budgétaire de l'Etat, la Banque du Ghana indique que le déficit budgétaire s'établit à -3,4 % du PIB pour le premier trimestre 2020, alors qu'il était prévu dans la loi de finance que celui-ci atteigne -1,9 % du PIB.](#) L'institution justifie le déficit par l'augmentation des dépenses publiques induites par la crise du COVID-19, supérieures de 33 % au niveau de l'année précédente. Mais le creusement, entre le déficit prévu et le déficit observé pour le premier trimestre, s'explique presque exclusivement par le ralentissement de la mobilisation des recettes publiques. L'ensemble des recettes de l'Etat et des subventions qu'il a perçu s'élève à 10,4 Mds GHS (2,7 % du PIB) pour le premier trimestre, bien en-deçà de l'objectif de 13,9 Mds GHS (3,6 % du PIB). Le déficit budgétaire primaire dépasse ainsi le niveau prévu, à -1,7 % du PIB contre -0,2 % dans la loi de finances, contraignant l'Etat à se financer sur les marchés domestique et internationaux. Le financement sur les marchés financiers ghanéens atteignait 9,4 Mds GHS (2,4 % du PIB) pour la période, contre un objectif initial de 2,8 Mds GHS (0,7 % du PIB). La Banque du Ghana estime que les finances publiques seront, cette année, très dépendantes des évolutions économiques engendrées par la pandémie ainsi que de l'évolution du prix du baril de pétrole. Elle estime aussi que le déficit budgétaire, associé à une croissance économique atone, pourrait générer des risques pour la soutenabilité de la dette publique à moyen terme. Pour l'ensemble de l'année 2020, le budget rectificatif, adopté en avril pour prendre en compte les effets de la crise, prévoyait un déficit budgétaire de 7,8%, au lieu de 4,7% prévu dans la loi de finance initiale.

### **Alors que l'inflation atteint 11,3 % en g.a. au mois de mai, la Banque du Ghana table sur une baisse progressive d'ici la fin de l'année 2020.**

[L'inflation en glissement annuel au Ghana a augmenté de 70 points de base entre les mois d'avril et de mai, passant de 10,6 % à 11,3 %.](#) Ces niveaux sont largement supérieurs à l'inflation enregistrée depuis la révision de la méthode de calcul à l'été 2019. Dès lors, l'inflation s'était établie entre 7,7 % et 8,2 %. Cette hausse est portée par une augmentation du niveau des prix de l'alimentation pendant le confinement partiel, qui a eu lieu dans les deux principales villes du

pays. Ce groupe de produits connaît une inflation de 15,1 % en glissement annuel, contre 14,4 % enregistrés en avril, et contribue ainsi à près de 60 % de l'inflation générale en glissement annuel. La fin du confinement n'a donc pas permis aux prix de retrouver leurs niveaux initiaux, comme le prévoyait la Banque du Ghana. Cette dernière a indiqué que l'inflation devrait diminuer de façon progressive au 2ème trimestre, et atteindre une fourchette comprise entre 6 % et 10 % d'ici la fin de l'année 2020, dans sa cible d'inflation. Elle fonde son analyse sur la sous-utilisation des capacités de production du Ghana, ainsi que sur les mesures d'allègement des tarifs de l'eau et de l'électricité et la baisse des prix du pétrole brut qui devraient atténuer les pressions à la hausse sur les prix. [Sur une base annuelle, le cedi s'est déprécié de 1,2 % par rapport au dollar en avril 2020, mais il s'est apprécié de 1,4 % face à l'euro, contre une dépréciation de 5,3 % et 3,3 % par rapport au dollar et à l'euro en 2019, sur la même période.](#) Ces bonnes performances sont permises par la forte appréciation du cedi face aux principales devises internationales en début d'année, en amont de l'émission d'euro-obligations, avant la détérioration consécutive aux effets de la pandémie.

### **Retrouvez ces informations et nos alertes au quotidien sur Twitter !**

 [@FR Eco Nigeria](#)

---

Clause de non-responsabilité – Le Service économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

---